

Que propose le gouvernement pour régler le problème de l'inflation? Si je ne me trompe pas, le gouvernement a défini sa position pour quatre ou cinq problèmes. En premier lieu, l'inflation est essentiellement un problème mondial et nous ne pouvons pas faire grand-chose pour la tempérer ici—elle est causée par l'accroissement des revenus mondiaux qui exercent des pressions sur la demande dans divers pays. Deuxièmement, le gouvernement semble croire que, dans notre économie, l'inflation par les coûts n'est plus très importante, qu'elle n'est pas aussi importante que l'inflation par la demande. Troisièmement, il dit, à mon avis, que si l'on peut faire quelque chose pour enrayer l'inflation au Canada, nous devons le faire en appliquant de vastes politiques monétaires et fiscales; que les contrôles sélectifs ou généraux, de quelque sorte que ce soit, ne sont pas nécessaires et ne produiraient certainement aucun résultat. Quatrièmement, il dit que s'il prend des mesures pour lutter contre l'inflation, ce sera du côté de l'offre, en essayant d'accroître l'offre de biens et de services, plutôt que du côté de la demande.

Examinons ces affirmations et voyons jusqu'à quel point le gouvernement peut avoir raison. Je ne dirai pas et aucun membre de notre parti non plus, qu'il n'existe pas de pressions inflationnistes créées par la demande dans le monde entier, qu'il n'y a pas d'inflation dans les autres pays pour le moment, mais je ne pense pas que nous devions trop nous en alarmer. Le fait est que si on examine les statistiques portant sur la période entre 1971 et 1972, où il y avait inflation par la demande dans le monde entier, il était possible pour certains pays de réduire le taux d'inflation. Entre ces années, celui-ci a diminué en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ainsi que dans d'autres pays européens, mais il a augmenté chez nous.

Il n'y a jamais eu de rapport direct entre les fluctuations du taux d'inflation dans les autres pays et chez nous. A mon avis, en disant que nous ne pouvons rien faire pour lutter contre l'inflation au Canada parce que c'est un phénomène mondial, nous ne faisons pas face à certaines réalités criantes de notre économie. La situation mondiale aura certes des effets, mais en pensant que nous ne devons pas lutter contre ce phénomène, nous reculons devant nos responsabilités. Les causes de l'inflation par les coûts au Canada il y a trois ans, il y a deux ans, n'ont jamais été attaquées. Elles se trouvent toujours dans l'économie et provoquent encore l'inflation que nous connaissons actuellement.

Notre parti rejette tout à fait l'idée que nous ne sommes pas souverains lorsqu'il s'agit de formuler des politiques économiques dans notre pays, que nous ne pouvons pas trouver au Canada une méthode qui permette de résoudre les problèmes de l'inflation et du chômage. Qui plus est, nous avons la responsabilité de faire plus que ce que nous faisons. Après tout, le Canada n'a-t-il pas signé avec d'autres pays l'accord sur le Fonds monétaire international pour tenter d'enrayer l'inflation à l'échelle universelle? Personnellement, je trouve un peu assommant d'entendre le gouvernement qui parcourt le monde à la recherche d'un pays où les choses ne vont pas aussi bien qu'au Canada, nous dire: «Ah, ah! nous ne pouvons faire mieux que tel pays.» Il est temps que le Canada assume ses propres

### *Coût de la vie*

responsabilités—cela vaut non seulement pour les Canadiens mais pour tous les peuples de l'univers—que nous nous attaquions tous aux problèmes d'inflation. Nous ne sommes pas impuissants dans le monde lorsqu'il s'agit de l'inflation

Comme deuxième argument le gouvernement a fait valoir qu'il voulait combattre l'inflation en augmentant l'offre de biens et de services. A long terme, c'est certainement ainsi qu'il faudrait traiter le problème. Toutefois, comme Lord Keynes le disait, à long terme, nous serons tous morts. Nous voulons donc des solutions à court terme. Actuellement, il me semble que nous devrions nous demander si les politiques d'offre du gouvernement sont pertinentes. Je ne vais pas m'attarder au programme adopté il y a deux ou trois ans proposant de limiter la production de blé que nous récoltions en trop grande quantité, ni au programme d'abattage de la volaille. Voyons plutôt la situation actuelle.

● (1540)

L'un des plus importants facteurs inflationnistes de l'économie actuelle, c'est le coût du logement. L'augmentation rapide du prix de l'habitation exerce une pression inflationniste énorme sur l'économie du pays. Bien sûr, si une personne arrive à la maison et découvre que son loyer a été augmenté, elle demandera une augmentation de salaire, ce qui est normal si elle veut maintenir son niveau de vie. Il y a une énorme pénurie de maisons dans ce pays et le fait que les prix augmentent si rapidement en est la preuve.

Que fait le gouvernement pour remédier à la situation? Que se produit-il? Malgré ce que peuvent dire les ministériels, les taux d'intérêt des hypothèques augmentent tandis que les mises en chantier accusent une baisse. Dans ce pays, la période après guerre l'a prouvé, quand les taux des hypothèques atteignent 9½ p. 100, la construction de maisons particulières s'arrête. En fait, l'un des traits caractéristiques de l'économie canadienne de la période après guerre a été cette activité cyclique à rebours de l'habitation. Quand les taux d'intérêt augmentent, je parle des taux d'intérêt des hypothèques, les mises en chantier diminuent. C'est ce qui se produit actuellement. En adoptant une politique qui permet aux taux des hypothèques d'accuser une hausse, non seulement le gouvernement empêche des centaines de milliers de Canadiens de posséder une maison, mais il freine l'offre dans le domaine de l'habitation. Et pourtant, la politique centrale du gouvernement est censée accroître l'offre.

Pire encore, il m'apparaît que le gouvernement n'a aucune politique concernant l'offre. C'était la première fois aujourd'hui, je pense à l'annonce du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald), qu'on parlait de planifier la production nationale en fonction de nos besoins. Personne n'ignore que les prix du bois d'œuvre ont grimpé au pays à cause de la très forte demande de ces matériaux à l'étranger. On sait que la production des scieries partout au pays est entièrement vendue à l'étranger et pendant ce temps, les prix intérieurs montent. Le gouvernement ne nous a pas encore annoncé de programme cohérent pour régler l'offre en fonction des besoins des consommateurs canadiens.